

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 23/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BPE LECIEUX (calcaires)**

Lieudit Les Saintes Barbes  
Chaussée Neuve - BP 139  
60740 Saint-Maximin

Références : CAR-R/342/25-AC/MC  
Code AIOT : 0005104536

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement BPE LECIEUX (calcaires) implanté Les Longères des Haies, Le Moulin 60740 Saint-Maximin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BPE LECIEUX (calcaires)
- Les Longères des Haies, Le Moulin 60740 Saint-Maximin
- Code AIOT : 0005104536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BPE Lecieux est autorisée par arrêté préfectoral du 24 août 2021 à exploiter une carrière de calcaire sur la commune de Saint-Maximin pour une production annuelle de 320 000 tonnes.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                              | Référence réglementaire                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2  | Admission déchets inertes - Document préalable | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5 | Demande d'action corrective  | 15 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | Admission déchets inertes - Procédure d'acceptation préalable | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 | Sans objet        |
| 3  | Admission déchets inertes - Contrôle visuel et administratif  | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7 | Sans objet        |
| 4  | Admission déchets inertes - Accusé d'acceptation              | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8 | Sans objet        |
| 5  | Admission déchets inertes - Registre d'admission              | Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Un contrôle de l'admission de déchets inertes dans le cadre de la remise en état du site a été réalisé.

Ce contrôle a permis de constater que la société BPE LECIEUX a mis en place une traçabilité et des contrôles des déchets entrants conformément aux prescriptions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Un point concernant l'origine précise des déchets est à rajouter sous 15 jours dans le document préalable.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Admission déchets inertes - Procédure d'acceptation préalable

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li></ul> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>L'arrêté préfectoral du site permet à l'exploitant d'apporter dans le cadre de la remise en état de la carrière des déchets inertes. Ces déchets doivent correspondre à la liste de l'annexe 1 de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Le contrôle du tri préalable est réalisé lors du contrôle visuel du camion à l'arrivée au site. Les clients sont informés au préalable des déchets acceptés et du tri nécessaire.</p> <p>L'exploitant indique que pour les déchets 17 05 04 et 20 02 02, une attention particulière est portée à la provenance. La provenance des chantiers est vérifiée, et en cas de doute, des analyses sont réalisées en amont de l'apport afin de s'assurer qu'ils ne proviennent pas d'un site contaminé.</p> <p>L'exploitant a indiqué que du fait d'un recyclage qui s'est développé, les quantités de déchets 17</p>   |

03 02 ont fortement diminué. En cas de réception, ces déchets sont testés par un produit de la marque INTERLAB afin de détecter la présence de goudron ou amiante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Admission déchets inertes - Document préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

**Constats :**

Le document d'acceptation préalable a été présenté lors de l'inspection.

Il comprend les éléments demandés dans la prescription ci-dessus, sauf l'origine précise du déchet (lieu du chantier par exemple).

**Non-conformité (fait modéré) :** le document d'acceptation préalable ne spécifie pas précisément l'origine du déchet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective :** il est demandé à l'exploitant sous 15 jours de préciser dans le document d'acceptation préalable du déchet l'origine de celui-ci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

|                                  |
|----------------------------------|
| Proposition de délais : 15 jours |
|----------------------------------|

**N° 3 : Admission déchets inertes - Contrôle visuel et administratif**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7 |
|--|

|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets |
|---|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

|                   |
|-------------------|
| <b>Constats :</b> |
|-------------------|

Un contrôle administratif et visuel est réalisé à la réception du déchet sur le site.

Lors du passage sur le pont bascule, des caméras permettent de contrôler le contenu du camion. Si le tri préalable n'a pas été réalisé, ou si le déchet ne correspond pas aux documents administratifs, ce déchet n'est pas accepté sur le site.

Le déchet est ensuite déchargé dans une zone spécifique délimitée par des blocs béton et contrôlée à nouveau avant la mise en carrière.

|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |
|--|

**N° 4 : Admission déchets inertes - Accusé d'acceptation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8 |
|--|

|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets |
|---|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

|                   |
|-------------------|
| <b>Constats :</b> |
|-------------------|

Un accusé d'acceptation est réalisé au niveau du pont bascule une fois le déchet déchargé.

Celui-ci est numéroté, et reprend le code déchet, la date et l'heure, l'identifiant du camion et du client et la quantité en tonnes.

|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |
|--|

**N° 5 : Admission déchets inertes - Registre d'admission**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9 |
|--|

|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets |
|---|

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant indique que sur ses sites, ce registre est le relevé des livraisons.

Ce registre a été présenté en inspection, et comprend la référence de la livraison (numéro de bon d'acceptation), la date, le véhicule, le transporteur, le code déchet, sa nature et sa quantité.

Les autres éléments évoqués dans la prescription sont accessibles avec la référence de la livraison.

Il est à noter que tous les déchets sont classés en "Remblais divers" sur le registre. Afin de connaître la nature exacte de ceux-ci, la classification et le code déchets sont précisés dans le bon d'acceptation.

**Type de suites proposées :** Sans suite